

LES NOUVELLES DE LA BIGORRE

Dispensé de timbrage

TARBES PPDC



Mensuel édité par l'Association de Diffusion de la Presse Démocratique des Nouvelles de la Bigorre
 Prix 1 € • Février 2017 - N° 320

Journal des communistes des Hautes-Pyrénées

Sommaire

Édito.	p 1
Lutte	
La bataille du rail	p 2
Région	
Budget région 2017	
AZF	p 3
Économie	
8 propositions du PC	
Sans domicile fisc	p 4
Société	
Georges Ibrahim Abdallah	
Justice	p 5
Billet	
Droit à la paresse	
Fidel Castro	p 6
Vie du Parti	
Comission culture...	
Qualiduck	p 7
Hommage	
Joëlle ou l'ardeur de vivre	p 8

Editorial

A moins de trois mois du 1^{er} tour de l'élection présidentielle, bien malin celui qui peut dire dans quelle configuration elle va se dérouler. La succession d'événements aussi imprévisibles qu'inattendus de la récente période, participent d'une situation évolutive et instable.

Suite à sa primaire, la droite s'est dotée d'un candidat que personne n'attendait, un candidat qui a fait de la probité et de l'honnêteté sa marque de fabrique et qui se retrouve englué dans les « affaires ». Malgré cela le candidat Fillon n'en démontre pas, il ira jusqu'au bout, dit-il, comparant sa candidature à un train qui ne s'arrête pas, mais attention le butoir n'est plus très loin. Pendant ce temps-là, la sphère médiatique semble être prise de « Macronite aigüe ». Le télévangéliste, comme le titrait l'Huma, qui ne cesse de répéter à qui veut l'entendre que « le programme politique n'est pas le cœur d'une campagne » et que « la politique c'est un style », ne veut ni plus ni moins qu'enfoncer un peu plus la France dans la voie du libéralisme débridé.

La préférence nationale, la fermeture des frontières et la sortie de l'Europe, au cœur du programme du FN, trouvent écho dans des populations fragilisées par la crise. Malgré ses déboires, elle aussi, avec la justice, Marine Le Pen, semant la haine et la division, caracole toujours en tête des sondages

pour le 1^{er} tour, et donc serait, quelles que soient les enquêtes d'opinion, présente au 2^e tour. Un danger que nous dénonçons depuis longtemps et qui exigera une grande responsabilité de la Gauche.

Le résultat de la primaire organisée par le PS, avec la victoire de Benoit Hamon confirmant le désaveu du quinquennat Hollande et de sa politique, ouvre-t-il un champ nouveau pour la Gauche de transformation sociale ?

Oui, si Benoit Hamon assume jusqu'au bout sa démarche de rupture avec la politique Hollande/Valls, cette démarche sur laquelle il a bâti sa victoire à la primaire, si sa volonté ainsi que celle de Jean Luc Mélenchon et Yannick Jadot sont d'examiner les points de convergences entre les programmes, pour envisager un pacte majoritaire d'alternative, et la possibilité d'une candidature commune.

■ Hervé Buffat

Suite page 2

Toujours droit dans ses bottes



2017
**Vivement
LA GAUCHE !**

Suite de l'édito d'Hervé Buffat

Mais pour cela, il faudra dépasser les obstacles existants de part et d'autre.

Le Parti Communiste qui a décidé d'engager toute son énergie dans les campagnes présidentielle et législatives pour réorienter le débat public autour d'une nouvelle ambition de progrès social, ne peut qu'encourager toutes démarches allant dans ce sens.

Il le fera en poursuivant sa démarche de rassemblement et en assumant son choix de soutenir la candidature de Jean Luc Mélenchon, à l'élection présidentielle, sur ses bases, sans complexe, et en dédramatisant les divergences existantes. Il le fera en déployant ses propositions, celle de « la France en commun ».

Pour les élections législatives, la France insoumise 65, n'a pas souhaité des candidatures unitaires, comme nous lui avons proposé, et a présenté ses propres candidats. Nous le regrettons mais c'est ainsi. Ce qui ne nous amène évidemment pas à renoncer à travailler l'unité large à gauche, et nos efforts permettront de présenter très prochainement des candidats de rassemblement dans nos deux circonscriptions.

■ **Hervé Buffat**

**NOUVELLES
de la
BIGORRE**

Administration, rédaction : 4,
rue des Haras - 65000 Tarbes
Tél. 05 62 93 12 67 - Fax
05 62 93 44 43

Les nouvellesdelabigorre@orange.fr

Commission paritaire : 0419G88904

■ Directeur de la publication : Philippe Barrière

■ Rédacteur en chef : Pierre Domenges

■ Conception/réalisation - Impression : iav 69200



La bataille du rail nous sommes palombe bleue

Vendredi 17 février 2017 était organisée à Tarbes, par le syndicat CGT Cheminots des Hautes Pyrénées et du Comminges et le collectif TET, une initiative dupliquée à Bayonne, Pau et Orthez pour la sauvegarde du train de nuit « La Palombe Bleue ». En effet, le désengagement de l'État quant au financement des trains d'équilibre du territoire (TET) et notamment des trains de nuit se concrétiserait par la suppression de la Palombe Bleue dès juillet 2017, décision justifiée par l'ouverture de la ligne grande vitesse Paris-Bordeaux. Or cette justification ne tient pas dans la mesure où elle ne répond en aucun cas aux besoins des usagers dans la mesure où ce train permettait aux bigourdans de se rendre tôt le matin à la capitale. Après une conférence de presse, un débat public, qui a réuni une centaine de personnes autour de la question du train de nuit mais plus globalement sur l'avenir du ferroviaire s'est clôturé par une pause casse-croûte avant d'investir la gare de Tarbes pour l'arrivée de ce train historique.

Le Parti Communiste Français, pleinement associé à cette initiative intitulée « Nous sommes Palombe Bleue » a décidé, à cette occasion, en la personne de Thomas Portes (cheminot, chargé d'animer la campagne nationale sur le ferroviaire), d'Olivier Dartigolle, de Marie-Pierre Vieu, de Yolande Guinle (conseillère régionale), de Jacques Lahoille (vice-président aggro Tarbes-Lourdes-Pyrénées) et d'Hervé Buffat (secrétaire départemental) de lancer une campagne nationale, « La Bataille du Rail », dans le cadre du

débat politique des élections 2017.

En effet, la question du transport ferroviaire public, voyageurs et marchandises, est aujourd'hui au cœur d'enjeux essentiels : la transition écologique, l'aménagement du territoire, le service public et le développement industriel et économique. Le déplacement en train est une nécessité et répond à un besoin réel des populations. Les TET, tout comme les TGV et les TER, participent de l'équilibre du territoire. Le transport de marchandises répond aux enjeux écologiques qui se posent à nous car il permet de diminuer la circulation sur les routes et de réduire la pollution. Une autre politique du fret est donc nécessaire et urgente.

Pour répondre à toutes ces exigences, le Parti Communiste soumet au débat les propositions suivantes :

- Redynamiser les TET et les trains de nuit avec comme opérateur la SNCF en les intégrant à l'ensemble du système comme trait d'union entre les TER et les TGV.
- Promouvoir une politique du fret ferroviaire incitative et mettre en place une écotaxe pour le transport routier.
- Développer la démocratie participative en améliorant le rôle des comités de ligne avec les associations d'usagers et les organisations syndicales des cheminots.
- Développer et défendre les trains du quotidien, les gares de proximité, les fréquences.
- Développer l'inter modalité des transports en commun.



Un budget régional 2017 marqué par la mobilisation des élu-e-s Nouveau Monde en Commun

Lors de l'assemblée plénière du Conseil Régional d'Occitanie du 2 février dernier, les élu-e-s régionaux du groupe Nouveau Monde en Commun se sont prononcé-e-s en partie favorablement sur le budget régional 2017; un budget aujourd'hui contraint par la baisse des dotations de l'État.

Tout au long de l'élaboration de ce budget, notre groupe s'est mobilisé en faveur de l'agriculture biologique et locale, de l'économie sociale et solidaire, des transports du quotidien et l'inter-modalité, de la transition énergétique, de l'éducation, de la recherche publique, de l'accès à la santé, de formations qualifiantes s'articulant avec l'enseignement professionnel et technologique dans des CFA publics, de critères sociaux, écologiques et financiers pour les aides aux entreprises et la commande publique.

Des moyens supplémentaires ont été alloués pour l'animation de la filière biologique afin de permettre son développement, et une augmentation sensible a été obtenue en soutien à l'économie



sociale et solidaire? Nous avons été au cœur de l'élaboration de la feuille de route des États Généraux du Rail, de l'Intermodalité et de la mobilité (EGRIM) qui priorise le train du quotidien et se concrétise par des moyens dès 2017, notamment pour la rénovation de plusieurs lignes TER. Nous poursuivons le travail initié avec les réseaux associatifs pour sécuriser leur projet sur du long terme. En matière d'éducation, la gratuité des manuels scolaires, des outils pédagogiques et premiers équipements pour les lycéens et apprentis était au cœur de notre travail et a trouvé sa traduction dans ce budget. La transition énergétique va déterminer une grande partie des politiques régionales grâce à la démarche Région à énergie positive. Nous avons aussi porté le soutien à la création de centres de santé afin de lutter contre la désertification médicale. Enfin notre groupe a fait des propositions pour que les aides aux entreprises et la commande publique soient soumises à des critères sociaux, environnementaux

et fiscaux. La Région doit être exemplaire sur ce plan et nous serons totalement impliqué-e-s les sur la mise en œuvre de ces critères. Bien évidemment, nous voulons aller plus loin et tout n'est pas gagné. C'est pourquoi, nous continuerons à défendre le développement des circuits courts et de proximité, l'aide à l'installation et à la transmission des structures qui y travaillent au quotidien. Notre volonté est aussi de continuer à réorienter la politique agricole régionale et nous défendons un budget de la culture plus équilibré et des moyens pour les services publics, notamment les lycées. Enfin, il est essentiel de réorienter les aides économiques vers le secteur de l'économie sociale et solidaire et non vers les grands groupes car il ne peut y avoir de transition écologique et énergétique sans transition économique.

A chaque instant, nous sommes et resterons mobilisé-es pour porter le projet de Nouveau Monde en Commun.

■

AZF : 15 ans pour rendre la justice ?

C'est en septembre 2001 que s'est produit un des plus grands accidents industriels français. Des blessés par milliers, 31 morts et des quartiers dévastés par l'explosion de l'usine AZF de Toulouse. Total et sa filiale « Grande Paroisse » ont tout fait pour détruire des indices, nier leur responsabilité dans la gestion de l'usine, inventer des hypothèses les plus farfelues... Toutefois la vérité est établie: le mélange de produits ammoniacés et chlorés est la cause du dramatique accident. Tous les recours juridiques, la délocalisation du dernier procès et les roueries de procédure n'effaceront pas la responsabilité d'une entreprise qui pour maximiser ses profits n'a pas hésité à avoir recours à des salariés sous traitants et non avertis et ainsi à risquer des vies humaines.

Le « risque zéro » n'existe pas. Le danger peut se maîtriser dès lors que l'on gagne les moyens de la sûreté des installations industrielles.

Cette maîtrise se gagne avec les salariés qui seront les premières victimes mais elle se gagne aussi avec les autres acteurs industriels comme avec les élus locaux et surtout les populations riveraines qui doivent avoir un droit de regard sur l'aspect sûreté de la gestion des entreprises à côté desquelles ils et elles vivent. La loi de 2003 a généralisé de telles commissions locales pluripartites, mais au fil des mois, les gouvernements ont placé ces espaces de contrôle entre les mains des préfets avec pour conséquence d'en anesthésier l'action.

C'est pourtant là que peut se bâtir une convergence d'intérêts pour une industrie qui réponde à nos besoins en em-



ploi, qui soit sûre et propre. Pour établir la confiance, la transparence et le respect des différents partenaires doivent primer sur toute autre considération. La démocratie exige aussi que justice soit rendue sans faire lanterner les victimes. Au bout de 15 ans il serait temps que les coupables soient condamnés et que les victimes soient indemnisées à la juste hauteur.

Prendre le pouvoir sur la finance transformer l'ess, agir pour le temps du commun

8 propositions du parti communiste

Au cours de ces derniers mois les militant-es du Parti communiste français sont allés à la rencontre de nos concitoyen-ne-s pour entendre leurs préoccupations, leurs attentes, leurs idées et leurs espoirs.

À partir de cette consultation citoyenne, le PCF propose un Pacte d'engagements communs pour la France, à co-construire avec vous pour les élections présidentielles et législatives en 2017.

PRENDRE LE POUVOIR SUR LA FINANCE

Proposition 1: banques coopératives
(Banque Populaire/Caisse d'épargne - Crédit Agricole - Crédit coopératif - Crédit mutuel)

Refondre par la loi les statuts des banques coopératives et redéfinir la place des échelons nationaux pour garantir les pouvoirs des sociétaires dans les caisses locales.

Rendre obligatoire la révision coopérative et instaurer une autorité de contrôle citoyenne avec pouvoirs de sanction en cas de manquements avérés aux statuts et pacte social.

Proposition 2: fiscalité des structures de l'économie sociale et solidaire - ess

Réexaminer l'ensemble de la fiscalité applicable aux sociétés de personne inscrite dans une activité d'intérêt général (ESS) ou à l'utilité sociale reconnue (Entreprise solidaire d'utilité sociale - ESUS) (périmètre loi ESS 2014) pour co-construire une nouvelle fiscalité.

INVESTIR DEMAIN

Proposition 3: statut de l'entreprise élaborer un statut de l'entreprise avec nouveaux rôles et droits des salariés, usagers, consommateurs, fournisseurs, collectivités territoriales (parties prenantes) pour sortir de « l'entreprise capitaliste gouvernée par les critères de la rentabilité financière » pour définir de nouveaux critères de gestion.

PRODUIRE AUTREMENT

Proposition 4: collectivités et ess

Expérimenter l'utilisation du statut de société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) pour repenser par la loi le modèle des services publics (régie, Société d'économie mixte SEM...) et démocratiser leurs structures en intégrant les salariés, les usagers... (parties prenantes) aux prises de décision.

Mettre en œuvre la loi ESS pour favoriser les structures de l'ESS dans la commande publique.

Proposition 5: un environnement favorable pour l'ess

Renforcer l'éducation à l'ESS à tous les niveaux et en temps scolaire et périscolaire.

Soutenir la création de structures de l'ESS via toutes les Chambres de commerce et d'industrie, les Chambres de métiers, les Chambres d'agriculture (chambres consulaires), en renforçant le rôle clé des Chambres régionales de l'ESS (CRESS).

Développer les financements pour les structures de l'ESS et affecter une part obligatoire des dépôts des banques coopératives au financement de l'ESS.

Proposition 6: nouveaux droits et pouvoirs d'intervention pour les salariés

Instaurer, en cas de fermeture ou de délocalisation de leur entreprise, un droit de veto suspensif des élus du personnel et une obligation d'examiner les propositions des salariés pour sauvegarder leur emploi.

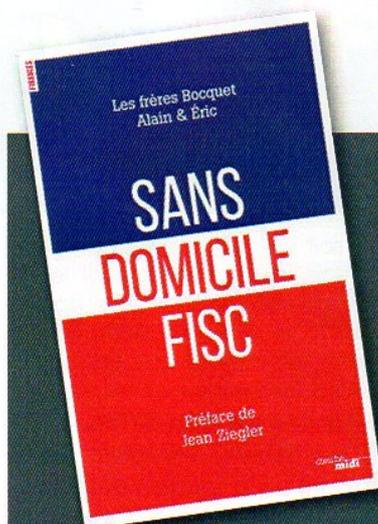
Instaurer un droit de reprise de l'activité par les salariés en coopérative, associé à des aides financières et d'accompagnements à la gestion pour sauvegarder et développer l'emploi.

Proposition 7: coopératives d'activité et d'emploi (Cae)

Développer les CAE pour protéger auto-entrepreneurs, salariés indépendants de « l'ubérisation ».

Proposition 8: contrôle citoyen de l'ess

Renforcer les outils de contrôle citoyen des structures de l'ESS (révision coopérative...) pour faire respecter les critères définis dans la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.



Sans domicile fiscal

Alain Bocquet, Eric Bocquet, Préface: Jean ZIEGLER

« L'impôt est le prix à payer pour une société civilisée. »

(Henry Morgenthau)

Évasion, optimisation fiscale et fraude font perdre chaque année entre 60 et 100 milliards d'euros au budget de la France et plus de 1 000 milliards en Europe. Conséquences de la lutte molle de nos gouvernements, l'école, la culture, l'hôpital, la justice, les équipements publics, les collectivités perdent des moyens pour répondre aux besoins des citoyens. Cette austérité qui mine l'État gangrène la démocratie et ouvre la porte aux extrémismes. **Disponible à la Fédération**

Un collectif 65 de soutien à **Georges Ibrahim Abdallah** pour les droits et les libertés

En ce début d'année 2017, un collectif regroupant de nombreuses associations démocratiques et plusieurs partis politiques de la gauche progressiste, a été formé pour que cesse la détention d'un homme emprisonné depuis, déjà, plusieurs années, au Centre pénitentiaire de Lannemezan. La peine de cet homme âgé de 65 ans aurait dû prendre fin en 1999.

Résistant dès 1978, dans la Fraction armée révolutionnaire libanaise la (F.A.R.L.) lorsque son pays, le Liban, est envahi et son peuple massacré par des forces armées étrangères, militant et grand défenseur de la juste cause palestinienne, Georges Ibrahim Abdallah, exporte la lutte armée en Europe.

En 1982, un attaché militaire à l'Ambassade des USA puis un secrétaire adjoint à l'Ambassade d'Israël sont exécutés à Paris lors d'une action revendiquée par la F.a.r.l..

Georges Ibrahim Abdallah est arrêté en 1984 à Lyon, condamné en 1987 et ayant purgé sa peine depuis 1999, ce combattant, se trouve toujours en détention, en étant soumis à un traitement pénal d'exception, non justifié.

En effet, en 2003, la cour d'appel de Pau a ordonné pour cet homme, une libération conditionnelle, rejetée sur appel du Parquet le 16 janvier 2004. En janvier 2013, après huit demandes de libération, la chambre de l'application des peines, donne encore un avis favorable, sous réserve d'expulsion au Liban. Le Ministre de l'Intérieur n'a jamais signé...

Le maintien en détention de Georges Ibrahim Abdallah peut être considéré comme un acte arbitraire. Le refus de respecter la loi en portant préjudice à l'individu, est contraire au droit et n'est pas acceptable.

Les membres du collectif demandent sa libération, ayant pleinement conscience que "lorsque la justice, même pour un seul homme n'est pas respectée, c'est l'humanité toute entière qui se met en retard".

Le Collectif 65 de soutien à Georges Ibrahim Abdallah comprend :

La Ligue des Droits de l'Homme (Sections de Lannemezan, Tarbes et Bagnères), L'Association France Palestine Solidarité,

Le Mouvement de la Paix, L'ANACR 65, L'AFDM, L'ADIRP, Les Guérilleros, PCF 65, sections PCF de Lannemezan et Aureilhan, NPA 65, Parti de Gauche 65, EELV.

■ **Marie Claude De vita**

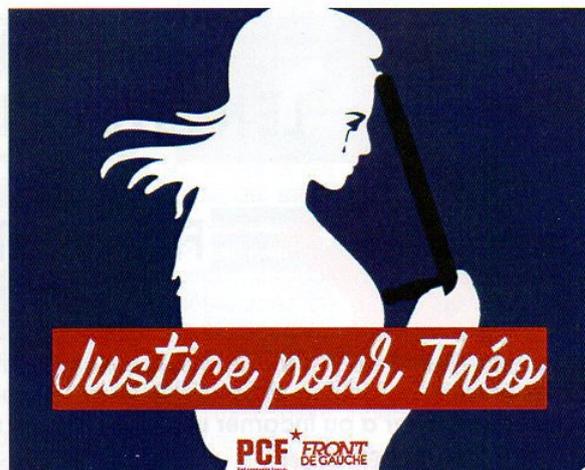


En finir avec les violences policières !

- Les conditions d'arrestation inadmissibles du jeune Théo ont mis en lumière le fléau des violences policières dans les quartiers populaires
- La police est un service public qui doit avoir les moyens de mener ses missions dans le respect des citoyens

Lancer un grand plan national de lutte contre le racisme et les discriminations

Nous proposons notamment un renforcement des sanctions, des campagnes de communication inédites et une formation des agents publics, singulièrement des forces de l'ordre, à la lutte contre tout propos ou acte raciste et à l'accueil des victimes du racisme.

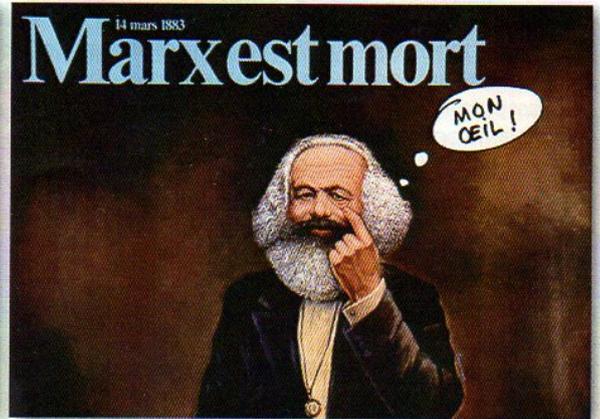


Le droit à la paresse une utopie d'une actualité brûlante

La victoire de Benoît Hamon à la primaire socialiste a mis dans le débat de la dernière période la mise en place d'un revenu universel d'existence et la nécessaire réduction du temps de travail. Plus largement les questions de notre rapport au travail devraient être un axe central des prochaines échéances électorales et plus largement de notre projet communiste.

Même si chaque période est différente et si l'on doit se garder de comparer des époques par nature incomparables, je conseille à mes camarades la (re) lecture salutaire d'un petit livre écrit en 1883. Ce livre est « Le droit à la paresse » de Paul Lafargue. Ce dernier est le gendre de Karl Marx, membre de l'Internationale Socialiste, député, participant à la Commune de Paris et toute sa vie engagé auprès des pauvres, des opprimés en lutte, ce qui lui valut plusieurs séjours en prison. C'est d'ailleurs en prison qu'il a écrit ce livre.

Pour l'auteur, la vraie vie, celle de tous les rêves de tous les temps, celle qui devrait assurer l'épanouissement de la nature



humaine dans toutes ses nuances est annihilée par l'étouffante et médiocre captivité de l'individu salarié.

Il considère le travail comme la cause de toute dégénérescence intellectuelle et physique. Les civilisations antiques ne s'y trompaient d'ailleurs pas et le travail était réservé aux esclaves, les véritables citoyens, pour s'épanouir, n'avaient pas besoin de s'encombrer d'un tel fardeau inutile.

D'après Lafargue, la classe ouvrière s'est laissé pervertir par le dogme du travail. L'action conjuguée de la pensée chrétienne et de la pensée capitaliste a ancré cette idéologie dans la tête des classes laborieuses.

Dans le système de production capitaliste la division en classes sociales est évidente: à la classe ouvrière l'absti-

nence et le travail, à la classe capitaliste la surconsommation, l'improductivité, la jouissance et la paresse.

On a réclamé pour la classe ouvrière les Droits de l'Homme, qui ne sont que les droits de l'exploitation capitaliste, le Droit au Travail qui n'est que le droit à la misère.

Pour une société plus juste, il faudrait que le prolétariat retourne à ses instincts naturels, qu'il proclame les Droits à la Paresse: qu'il se contraigne à ne travailler que trois heures par jour (rendu possible par les progrès techniques et les gains de productivité), à fainéanter et à bombancer le reste de la journée et de la nuit.

■ **Hervé CHARLES,**
secrétaire de la section de Tarbes

UN NUMÉRO
EXCEPTIONNEL
DE 84 PAGES

LE NOUVEAU HORS-SÉRIE DE L'HUMANITÉ

FIDEL CASTRO Une épopée cubaine

Fortement illustré de photographies, ce document exceptionnel décrit les liens unissant l'homme et son peuple à leur histoire, commune et contradictoire, indispensables pour comprendre combien celui qui a disparu le 25 novembre dernier a pu incarner une révolution et ses méandres. Des reportages, des entretiens, des analyses.

EN VENTE A LA FEDERATION

A vous de jouer

Comme vous pouvez le constater sur le compte rendu qui suit, nous avons commencé, conformément à ce qui avait été annoncé, à réfléchir au fonctionnement de la nouvelle commission et à la concrétisation du projet global. **Le moment est donc venu de lancer une invitation à tous les camarades intéressés à s'inscrire dans un ou plusieurs groupes de travail.** Vous pouvez manifester votre engagement soit auprès d'un des responsables mentionné dans le compte rendu, soit directement auprès de la fédération. Tout le monde est bienvenu.

■ **Bernard Latger.**

Compte rendu de la Commission culture mémoire et formation du 2 février 2017

Présents: Bernard Latger (commission mémoire) Annie Baylac (commission éducation populaire) Philippe Barrière (commission formation), Michel Casagne (commission travaux), Pierre Domengès (commission culture).

Bernard ouvre la séance en fixant les objectifs de cette initiative

- Réfléchir à de nouvelles formes d'actions politiques

- Proposer des initiatives autour des grands thèmes souvent développés par le parti
- Rechercher des partenariats avec le monde associatif
- Créer un réseau de réflexion qui puisse alimenter les commissions notamment la formation.
- Rencontrer et sensibiliser un public hors parti et ainsi investir un nouveau terrain
- Créer un centre de ressources constitué d'archives et de documents liés à la mémoire

Bernard nous informe des avancées de son travail de classements et de numérisation des archives, qui pourront ainsi constituer des outils afin d'alimenter nos débats. Il souhaite que les commissions soient autonomes et que les responsables des divers thèmes puissent s'entourer des personnes qui le souhaitent.

Chaque responsable de commissions accepte de participer à ce dispositif et notent qu'il peut y avoir des passerelles entre les diverses commissions.

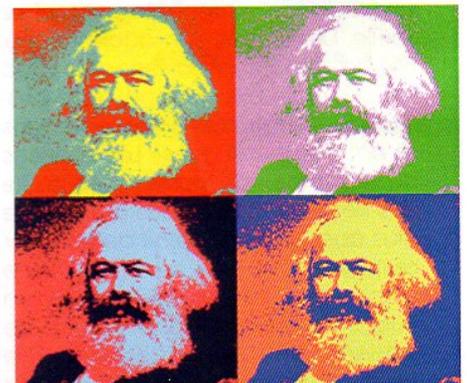
Il est proposé d'ouvrir des thèmes comme « le travail » « le revenu universel » cependant il apparaît que ces thèmes d'actualités peuvent se télescoper avec l'action habituelle de la fédération.

Cependant la question n'est pas tranchée et fera l'objet d'autres débats. Il est également question de réfléchir à une appellation de ce dispositif ainsi qu'aux différentes personnes pouvant rejoindre les commissions.

Quelques propositions parmi d'autres possibles :

- s'impliquer autour des projets du ciné des CE
- autour des initiatives des Robin des bois
- utiliser les personnes ressources locales
- imaginer un partenariat avec le futur café citoyen (av de la Marne)
- proposer des journées de formation.

■ **Pierre Domengès**



Solidarite grévistes



Les sections du PCF d'Aureilhan et Séméac organisent le samedi 4 mars à midi, à l'ancien restaurant d'entreprise du CE des cheminots, un repas « chasseur » (sanglier) pour la somme modique de 15 euros.

La recette sera entièrement versée en solidarité aux salariés en lutte de Qualiduck.

Renseignements et réservations au 0620358839 ou 0675830200

Venez nombreux !

Hommage

Joëlle ou l'ardeur de vivre

Il y a, dans notre proximité, des personnes tellement marquantes et tellement attachées à la vie que, même si l'on sait leur existence suspendue à un fil, on ne peut imaginer leur fin. Celle de Joëlle est brutale, injuste, impitoyable.

Il y a, dans notre proximité, dans la vie sociale et culturelle des personnes qui ont pris une telle place qu'il nous est difficile d'imaginer leur absence. Il en était ainsi de Joëlle qui nous accompagnait de loin dans tout ce que nous faisons dans ce village pour lui apporter de l'humanité.

Son accident vasculaire était d'autant plus brutal qu'il était imprévisible. Brutal, car il venait interrompre un cours de la vie des plus prometteurs. Son enfance a été heureuse; une enfance pleine de jeux où, déjà, elle s'engageait toute entière. Vous le savez, on est toujours déterminé par son enfance. C'était flagrant chez Joëlle. Déjà, dans son adolescence, elle se réalisait avec ténacité, avec un caractère bien trempé, avec passion. Elle avait tout juste seize ans quand elle jouait dans « Les caprices de Marianne » de Musset avec la Cie des Tréteaux. Comme ses amis guère plus âgés, elle acceptait de travailler assidûment et sans rechigner. Cette pièce, nous l'avons jouée jusqu'en Bulgarie dans un grand théâtre de Roussé. Joëlle était si jeune qu'elle avait succombé à la fatigue pour jusqu'en s'endormir en coulisse. Il, avait fallu la secouer pour qu'elle entre en scène.

Elle avait tellement l'amour du théâtre chevillé au corps qu'elle a

choisi de devenir Conseillère pédagogique au sein de la Jeunesse et Sports; son travail, dans le cadre de l'Éducation populaire consistait à aider les jeunes sur des projets, notamment de théâtre. C'est pourquoi elle avait créé une jeune troupe dans le village. Nous avons le souvenir de la pièce qu'elle avait montée: « La rose tsigane » de Pierre Gamarra qui était venu, en personne, assister au spectacle. J'avais été frappé par le bonheur de Joëlle qui suivait pas à pas l'auteur tellement elle était admirative et reconnaissante. C'est une des multiples raisons qui ont prévalu pour donner le nom de Pierre Gamarra à la Médiathèque du village.

Puis, Joëlle a sauté le pas, comme on dit, pour devenir professionnelle dans la pratique du théâtre. Mais elle était restée fidèle à la Cie des Tréteaux. En 1978, elle avait endossé un grand rôle dans la pièce que j'avais écrite sur Flora Tristan, une féministe déterminée dans les années 1830. Joëlle jouait une partie du personnage déterminant pour l'émancipation des femmes. Des années après, elle m'en parlait encore. Je pense pouvoir dire que cette belle aventure n'est pas étrangère au prénom de sa fille, Flora.

Un autre souvenir, celui de pièce de Tennessee Williams. Joëlle jouait fort bien le personnage de Laura, la jeune sœur du héros; et cette jeune femme, de par son anorexie, symbolisait le passage impossible de l'enfance à la féminité. Joëlle était bouleversante de justesse et d'humanité. Ce fut son dernier rôle sur scène. Cela ne manque pas de m'interroger sur

le mystère du théâtre, sur ses capacités à émettre des signes ou des signaux prémonitoires.

Au cours de sa longue maladie, Joëlle, malgré tout, conservait cette fureur, cette rage de vivre. Elle parvenait tout de même à se faire comprendre, quelques fois même, avec autorité, avec exigence. C'était sa façon de s'accrocher à la vie. Elle forçait l'admiration de tous. Au cours de quelques visites, nous arrivions même à lui provoquer des fous rires. Sa malice habituelle refaisait surface.

Cette force de vie, je pense, doit nous aider non pas à gommer mais à combattre notre tristesse. Essayons de voir comment elle allait puiser une grande énergie pour résister. Résister un mot qui lui convient très bien.

Mais, si elle a pu lutter, c'est que sa famille, sa mère Marguerite, son mari Francis, sa fille Flora, sa sœur Dany et ses enfants Elsa et Franck, l'ont accompagnée d'une magnifique façon qui, aussi, force l'admiration. Et je pense aussi, comme vous tous, à son père Yves, qui depuis la maladie de Joëlle, était en proie à un immense chagrin.

Un personnel compétent et dévoué lui aussi a assuré des soins et un soutien attentif. Cela aussi force le respect.

Tout a été tenté pour adoucir l'épreuve de Joëlle. Cela devrait aussi adoucir, autant que faire se peut, l'épreuve de la famille et celle de ses amis.

René TRUSSES,

Président du Foyer Laïque Andrest

JE CHOISIS UNE VRAIE MUTUELLE

50 ans

0 actionnaire
0 dividende
100% solidaire

Santé
Retraite
Prévoyance

mutami
Le lien solidaire

Agences

- **Agence de Tarbes**
8, Avenue de la Marne - 65000 Tarbes
Tél. 05 62 93 52 33
- **Agence de Bagnères-de-Bigorre**
Rue Blanche-Odin - 65200 Bagnères-de-Bigorre
Tél. 05 62 95 48 98

Scannez-moi avec le lecteur de codes 2D de votre téléphone

www.mutami.fr



Mutami est une mutuelle relevant du Livre II du Code de la mutualité - N° Siret 71892077